

## Dépêche AEF : Parents, enseignants et maires confrontés à "l'impossible" élargissement de l'accueil des élèves - Mode lecture

### #coronavirusParents, enseignants et maires confrontés à "l'impossible" élargissement de l'accueil des élèves

Le maintien du protocole sanitaire rend difficile l'accélération de la reprise de l'école à partir du 2 juin souhaitée par le gouvernement, estiment des représentants de parents, d'enseignants et de maires le 3 juin 2020. "On a vendu du rêve" aux parents, regrette Francette Popineau du Snuipp. "Plus d'enfants auraient pu rentrer à l'école", estime Gérard Pommier de la Peep. Les fédérations de parents d'élèves accusent certaines municipalités d'avoir "tardé à rouvrir les écoles" quand l'AMF pointe un "manque d'enseignants" et "l'impossibilité" d'élargir l'accueil sans assouplir le protocole.



"On a vendu du rêve" aux parents, estime Francette Popineau du Snuipp AEF - S. Ma.

Le Premier ministre, Édouard Philippe, a affirmé le 28 mai vouloir "accélérer la reprise de l'école" à partir du 2 juin ([lire sur AEF info](#)) mais n'a pas modifié le protocole sanitaire qui encadre la reprise et limite les capacités d'accueil des élèves ([lire sur AEF info](#)).

Conséquence : "les parents qui veulent mettre leurs enfants à l'école n'ont pas forcément de place", relaie Rodrigo Arenas, co-président de la FCPE, le 3 juin 2020. "Le protocole sanitaire nous oblige à fonctionner par roulement. [...] Bien entendu que la situation est imparfaite", reconnaissait Jean-Michel Blanquer sur [BFMTV](#) le 2 juin.

Selon le bilan présenté le 28 mai par le Premier ministre, 82,5 % des écoles et 95,5 % des collèges étaient rouverts, mais le taux d'élèves accueillis reste faible et disparate selon les départements - allant de 3 % en Corse à plus de 40 % en Bretagne pour le premier degré ([lire sur AEF info](#)).

"On a vendu du rêve aux parents" (F. Popineau, Snuipp-FSU)

Alors que, début mai, seule une minorité de parents souhaitait remettre ses enfants dans les écoles ([lire sur AEF info](#)), la demande augmente, assurent tous les représentants d'enseignants, de parents d'élèves et de maires contactés par AEF info le 3 juin 2020. Une augmentation "consécutive à la fin du chômage partiel", analyse Francette Popineau, co-secrétaire générale du [Snuipp-FSU](#).

Ainsi, certains parents dont l'enfant n'a pas pu être accueilli ont "témoigné de l'énervement, voire de la colère", explique Gérard Pommier, président de la [Peep](#). D'autant que "les parents ont entendu le premier message du ministre de l'Éducation nationale qui dit que les écoles rouvrent mais pas le deuxième qui dit que les mesures sanitaires restent les mêmes !", estime Agnès Le Brun, porte-parole de l'[AMF](#). "On leur a vendu du rêve", abonde Francette Popineau.

De plus, quand leurs enfants sont accueillis, "on leur propose des emplois du temps à trous, ça n'est pas une solution !", souligne Rodrigo Arenas.

"Plus d'enfants auraient pu rentrer à l'école" (G. Pommier, Peep)

Pour autant, la plupart des acteurs interrogés se refusent à demander un allègement du protocole sanitaire. "Nous ne sommes pas compétents" pour cela, juge Gérard Pommier.

Mais, pour le président de la Peep, "plus d'enfants auraient pu rentrer à l'école, même en tenant compte du protocole sanitaire. La faute revient selon lui en partie à certaines municipalités "qui ont pris une position très marquée contre une réouverture". "Certaines villes ont parfois été de mauvaise foi et ont tardé à rouvrir leurs écoles", abonde Rodrigo Arenas.

Élargir les capacités d'accueil s'avère "impossible", rétorque Agnès Le Brun. Les maires se retrouvent selon elle "pris entre le marteau et l'enclume, avec d'un côté des parents qui réclament plus de places et de l'autre, le protocole sanitaire qui n'étant pas assoupli, ne permet pas d'élargir l'accueil". Et la porte-parole de l'AMF de réclamer "une expertise scientifique fin juin pour voir si le protocole sanitaire peut être assoupli". Certains édiles n'ont pas attendu cette décision, à

l'image du maire de Coursac (Dordogne) qui a décidé d'alléger le protocole sanitaire à l'école pour pouvoir accueillir plus d'enfants (115 contre 40 avec le protocole).

"Une position pas claire de l'État sur le statut du protocole sanitaire"  
(Maires)

L'Union des maires de l'Oise, de son côté, déplore que l'État n'ait pas de "position claire concernant le protocole sanitaire". "S'il peut ponctuellement relativiser son applicabilité en raison de l'absence de contrainte législative et en le qualifiant de 'simple document de recommandations', l'État continue par ailleurs à indiquer qu'il reste pleinement applicable", observe son président, Alain Vasselle. Avec ce protocole "inadapté et inapplicable", son association "comprend que de nombreuses écoles restent fermées".

Autres freins listés par Agnès Le Brun : le problème de la responsabilité juridique des élus et la période de cette crise survenue pendant les élections municipales. "Les maires en ballottage ne veulent pas prendre de risque et les nouveaux élus n'ont pas encore l'expérience" pour ces dossiers, estime la maire de Morlaix.

Un manque d'enseignants ?

La maire DVD de Morlaix, Agnès Le Brun, signale aussi que le faible niveau de l'accueil est lié à certains endroits au manque d'enseignants qui ne veulent pas revenir en classe. "Il y a semble-t-il un problème de dialogue social au sein de l'Éducation nationale, avec un ministre qui redoute que ses personnels exercent leur droit de retrait", estime l'élue.

Interrogée sur ce point, Francette Popineau assure pourtant qu' "il ne manque pas d'enseignants". "Nous avons fait une enquête et nous estimons à 12 ou 13 % le nombre de collègues qui ne peuvent pas reprendre. En outre, nous avons toujours besoin d'enseignants en distanciel car il y a plus d'élèves chez eux qu'en classe." Jean-Michel Blanquer estimait le 2 juin à 60 % la proportion d'enseignants revenus en classe.

Pour élargir l'accueil des élèves sans modifier le protocole sanitaire, Rodrigo Arenas recommande, durant le mois de juin, d'"ouvrir tous les lieux publics dépendant des collectivités territoriales (bibliothèques, gymnases, centres sociaux, parcs et jardins...), avec un encadrement fait par des adultes dont c'est le métier". "La priorité n'est pas la rescolarisation, mais la resocialisation des enfants", assure le parent d'élèves.

## **Le dispositif 2S2C : une solution pour élargir l'accueil ?**

Alors que le gouvernement mise sur le dispositif 2S2C, mis en place par les communes, pour élargir l'accueil des élèves ([lire sur AEF info](#)), Gérard Pommier de la Peep indique que "dans les faits, il n'est pas encore mis en place dans une large partie du territoire". Il identifie en certains endroits "des problèmes de coordinations" entre l'Éducation nationale et les collectivités, dont les acteurs n'ont "pas toujours le même niveau d'information".

"Les villes ne doivent pas prendre la place de l'Éducation nationale sur le temps scolaire. Les activités proposées doivent rester sous l'autorité de l'enseignant qui a la charge de la discipline", estime pour sa part Rodrigo Arenas (FCPE).